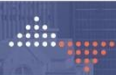




**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



ÉCONOMIE DU QUÉBEC

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE MONTRÉAL

Mai 2022



En bref

Avec 23 % de la population du Canada et 20 % du PIB canadien en 2020, le Québec se situe au 2^{ème} rang des provinces canadiennes derrière l'Ontario. Très affectée par la pandémie et les mesures sanitaires, l'économie de la province a connu un fort rebond en 2021 et le gouvernement se trouve dans une situation favorable pour remplir ses obligations financières. En 2021, la France est le 2^{ème} investisseur étranger au Québec derrière les États-Unis. Avec près de 400 filiales, la présence française est visible dans presque tous les domaines. Le Québec conserve en 2021 son rang de principale province partenaire de la France au Canada avec 47,1 % des échanges de biens.

Chiffres clés

- **Superficie** : 9 984 670 km²
- **Population (T1 2022)** : 38 526 760 habitants
- **Densité de population** : 3,8 hab. / km²
- **PIB nominal (2020)** : 2 206 Md CAD
- **PIB/hab. (2020)** : 58 016 CAD
- **Taux de chômage (avril 2022)** : 5,2 %
- **Solde budgétaire (2022-2023)** : - 52,8 Md CAD (-2 % du PIB)
- **Dette nette fédérale (mars 2022)** : 1 161 Md CAD (46,5 % PIB)
- **Exportations internationales de biens (2021)** : 631 Md CAD
- **Importations internationales de biens (2021)** : 614 Md CAD
- **Balance commerciale (2021)** : + 17,5 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2021 (biens)** : États-Unis (62,2 %) ; Chine (9,2 %) ; Mexique (3,3 %) ; Japon (2,4 %) ; Allemagne (2,1 %)
- **Échanges de biens France – Canada (2021)** : 11,1 Md CAD

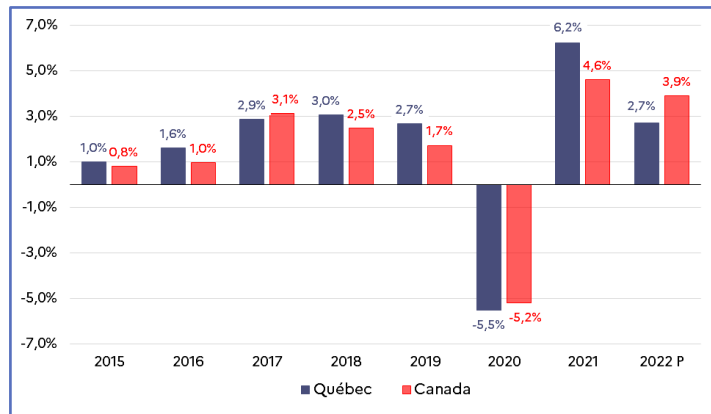


- **Superficie** : 1 667 712 km²
- **Population (T1 2022)** : 8 639 642 habitants
- **Densité de population** : 6,5 hab. / km²
- **PIB nominal (2020)** : 449 Md CAD
- **PIB/hab. (2020)** : 52 347 CAD
- **Taux de chômage (avril 2022)** : 3,9 %
- **Solde budgétaire (2022-2023)** : -6,5 Md CAD (-1,2 % du PIB)
- **Dette brute (mars 2022)** : 210,1 Md CAD (46,8 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens (2021)** : 100,2 Md CAD
- **Importations internationales de biens (2021)** : 102,8 Md CAD
- **Balance commerciale (2021)** : - 2,6 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2021 (biens)** : États-Unis (51,8 %) ; Chine (8,9 %) ; Allemagne (3,4 %) ; Mexique (3,4 %) ; France (2,6 %) ; Japon (2,2 %)
- **Échanges de biens France – Québec (2021)** : 5,2 Md CAD



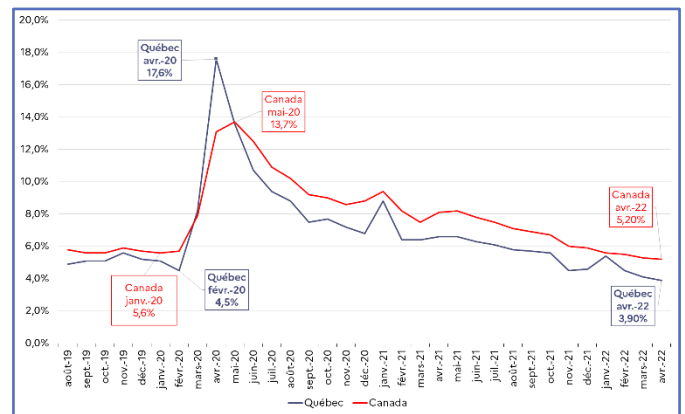
Principaux indicateurs économiques

Taux de croissance du PIB



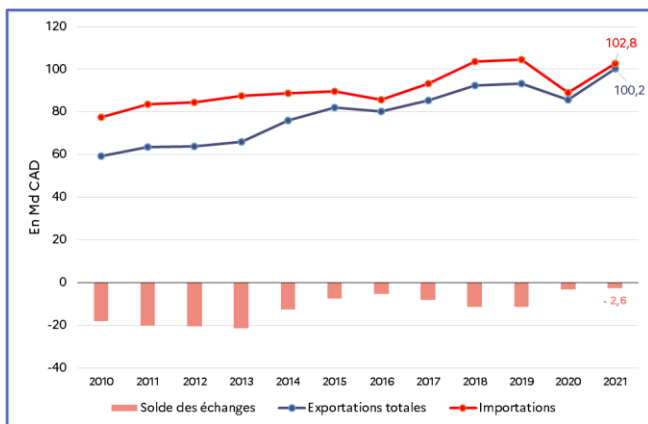
Source : Budget Québec et fédéral 2022-2023

Evolution du taux de chômage



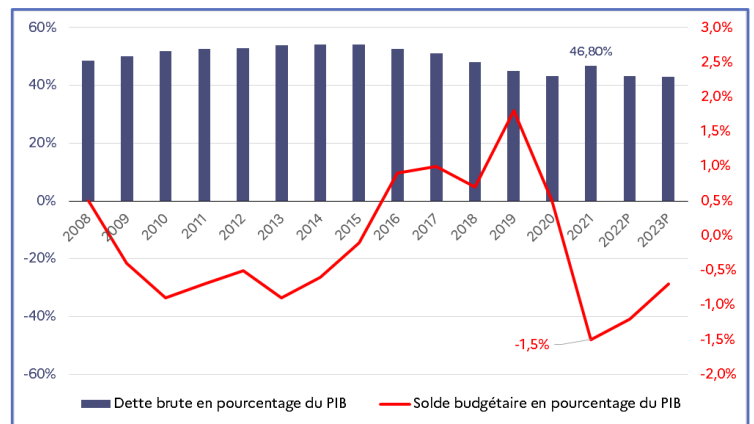
Source : Institut de la statistique du Québec

Commerce international de biens



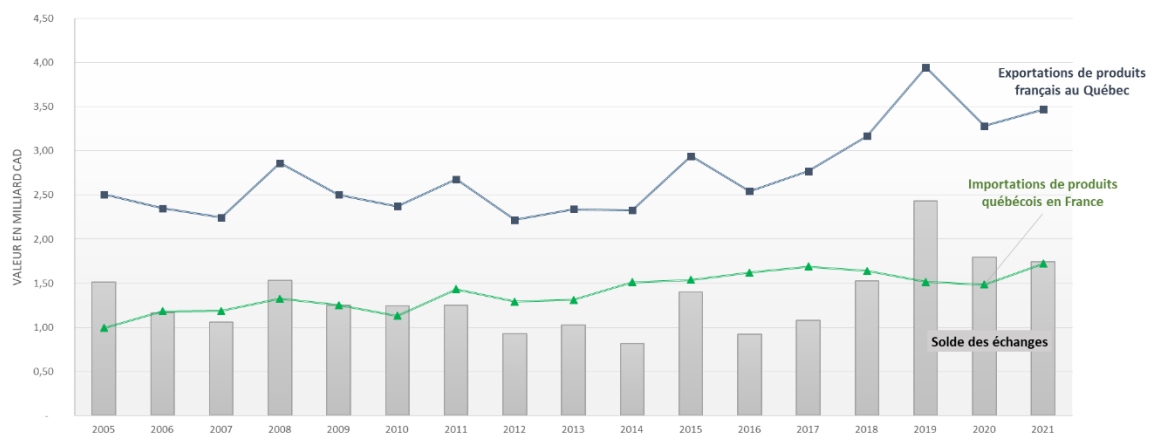
Source : Institut de la statistique du Québec

Dettes et solde budgétaire



Source : Budget Québec 2022-2023

Zoom sur 15 ans d'échanges de biens France – Québec



Présentation générale

Le Québec est la 2^{ème} province la plus peuplée du Canada, avec 8,6 millions d'habitants. 78 % de sa population a pour langue maternelle le français selon le dernier recensement de 2016. Sa superficie est équivalente à 3 fois celle de la France. Québec (environ 0,8 million d'habitants) est la capitale de la province et Montréal le centre économique (4,3 millions d'habitants).

Le Québec est dirigé par le premier ministre François Legault de la Coalition Avenir Québec (CAQ) depuis octobre 2018. Les prochaines élections générales québécoises auront lieu le 3 octobre 2022.

Longtemps fondée sur l'exploitation de ses importantes ressources naturelles, l'économie québécoise est devenue une économie de services, qui représente aujourd'hui 72 % de son PIB. Le secteur de la fabrication représente cependant toujours 13 % du PIB. En 2021, le PIB du Québec a atteint 500 Md CAD (337 Md €*) et représente environ 20 % du PIB canadien.

LES CHIFFRES À RETENIR

20 %

Part du PIB du Québec dans le PIB
canadien

Une économie tournée vers l'extérieur

L'économie québécoise se caractérise par son ouverture. La [balance commerciale du Québec](#) affiche un solde négatif depuis 2003 mais le déficit commercial a continué sa baisse amorcée en 2019 pour atteindre 2,6 Md CAD (1,75 Md €) en 2021. La part des échanges du Québec avec l'Union européenne (UE) a augmenté en 2021 (17,3 % des échanges totaux) mais reste encore un peu inférieure au niveau pré-pandémique (17,5 %), tout comme celle avec les États-Unis (51,7 %). Après une forte augmentation en 2020, les exportations vers la Chine, le 2^{ème} partenaire du Québec, ont diminué de 13,1 % en 2021 mais demeurent en hausse de 26,3 % par rapport à 2019. Les États-Unis restent le 1^{er} fournisseur du Québec (33,3 % de part de marché en 2021), devant la Chine (13,5 %). Ces deux pays sont aussi les premiers clients de la province. Le Québec a su rebondir après la crise sanitaire et a augmenté ses exportations en 2021, qui sont même supérieures de 8,7 % à leur niveau de 2019.

Le nouvel accord de libre-échange nord-américain, l'[ACEUM \(Accord Canada - États-Unis - Mexique\)](#) est entré en vigueur en juillet 2020. Cet accord garantit le maintien des dispositions existantes dans le cadre de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain en vigueur entre 1994 et 2020), mais modernise certaines dispositions notamment sur les procédures de douanes et sur le commerce numérique. Ce nouvel accord permet d'assurer la stabilité nécessaire au développement des affaires et à la fluidité commerciale même si la situation de certains secteurs importants pour l'économie québécoise comme les produits forestiers, l'aluminium et ceux sous le système de gestion de l'offre auront encore besoin d'une attention particulière.

Même si le Québec accorde une importance primordiale à sa relation économique avec son voisin américain, il affirme aussi sa volonté d'approfondir ses relations commerciales avec l'UE, que facilite la mise en place de l'[Accord Économique et Commercial Global \(AECG-CETA\)](#) entre l'UE et le Canada, entrée en application provisoire depuis septembre 2017 (une hausse de 25 % des échanges bilatéraux est attendue à moyen terme). Les résultats sont pour l'instant assez limités pour les échanges entre l'UE et le Québec (+13,4 % entre 2017 et 2021), en raison notamment de la forte baisse des échanges commerciaux en 2020 liée à la crise sanitaire.

La pandémie, révélatrice des « vulnérabilités économiques » du Québec

La pandémie de Covid-19 a particulièrement affecté le Québec, qui a été la province la plus touchée du Canada (38 % des décès canadiens au 31 mai 2022) et dont l'économie a été très éprouvée par les mesures de confinement. Selon le ministre des Finances du Québec M. Eric Girard, la crise a mis en relief certaines « vulnérabilités économiques » du Québec. Outre les enjeux démographiques liés au vieillissement de la population, qui entraîne notamment des impacts sur le marché de l'emploi et sur les finances publiques (dépenses de santé), le Québec doit continuer à améliorer sa productivité et devra redoubler d'efforts pour retrouver le chemin de l'équilibre budgétaire afin de poursuivre la baisse du poids relatif de sa dette qui reste élevée.

Perspectives économiques

Très bonne tenue de l'économie québécoise en 2021

Après s'être contractée de 5,5 % en 2020, l'économie québécoise a connu une année exceptionnelle en 2021 et a retrouvé le chemin de la croissance : le PIB réel a progressé de 6,2 % en 2021, un chiffre bien supérieur à la prévision de 4,2 % du budget provincial de mars 2021. Les prévisions de croissance du gouvernement pour 2022 et 2023 sont prudentes, respectivement 2,7 % et 2,0 % (la moyenne des prévisions du secteur privé est à 3,1 % pour 2022). La croissance réelle de moyen terme devrait ensuite tendre vers 1,5 % annuellement, limitée par le vieillissement de la population.

LE CHIFFRE À RETENIR

+6,2 %

Croissance du PIB réel en 2021

En 2021, le Québec a connu un marché du travail extrêmement dynamique. En décembre, l'emploi avait dépassé son niveau pré-pandémique (100,1 % du niveau de février 2020). Le taux de chômage est passé de 6,9 % en décembre 2020 à 4,5 % en février 2022. Il s'agit du plus faible taux de chômage enregistré dans les provinces canadiennes. Après une hausse annuelle historique de 169 400 emplois en 2021, la création d'emplois devrait se poursuivre au cours des prochaines années. La levée de la plupart des restrictions sanitaires devrait permettre d'enregistrer d'importants gains d'emplois dans les industries les plus durement frappées par la pandémie (hôtellerie-restauration, culture, tourisme). Bien que les perspectives soient positives, le vieillissement démographique limitera l'accroissement de la population active et accentuera les pressions sur le marché du travail et sur la production.

L'inflation continue d'atteindre des valeurs records. La croissance de l'Indice des prix à la consommation a été de 3,8 % en 2021 et devrait atteindre 4,7 % en 2022. Le gouvernement estime que les pressions inflationnistes dues à l'invasion de l'Ukraine par la Russie (perturbations sur les marchés boursiers et hausse importante des prix de l'énergie) et aux répercussions de la pandémie, notamment avec les perturbations sur les chaînes d'approvisionnement, devront se maintenir dans la première moitié de l'année 2022. Plusieurs risques pèsent sur les perspectives d'inflation à plus long terme, notamment la pénurie de main-d'œuvre, qui pourrait contribuer à une forte hausse des salaires mais le gouvernement québécois estime que l'inflation devrait revenir dans les cibles (2 %) dès 2023.

La reprise se base surtout sur une forte augmentation des dépenses de consommation en 2021. L'accumulation d'épargne, la bonne performance du marché du travail et la demande latente, notamment pour les services, devrait permettre le maintien à un haut niveau des dépenses de consommation en 2022. La pandémie a malgré tout changé les comportements des consommateurs et forcé un virage technologique important avec notamment le développement des achats en ligne, le télétravail (qui reste encore important en avril 2022) et l'avènement de l'automatisation et de l'industrie 4.0. Les produits locaux connaissent aussi un regain d'intérêt et profitent d'un important soutien gouvernemental notamment au travers d'initiatives comme la plateforme [Le Panier Bleu](#).

Vers une économie plus verte

Avec son [Plan pour une économie verte 2030](#) (Politique-cadre d'électrification et de lutte contre les changements climatiques) publié le 16 novembre 2020, le gouvernement du Québec a réaffirmé son engagement à réduire le niveau de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 37,5 % sous leur niveau de 1990 d'ici 2030, et se fixe comme objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Les émissions ont continué d'augmenter au Québec en 2019 par rapport à 2018 (+1,5 %) et n'ont diminué que de 2,7 % entre 1990 et 2019. Le Plan pour une économie verte 2030 est présenté par le premier ministre du Québec François Legault comme « *le plus grand chantier économique des dernières décennies* ». Le cœur de la stratégie du gouvernement repose sur l'électrification de l'économie afin de profiter des nombreuses capacités hydroélectriques dont bénéficie le Québec et de limiter les importations d'énergies fossiles.

Cette politique cadre est accompagnée d'un premier plan de mise en œuvre quinquennal (2021-2026) qui s'appuie sur un cadre financier prévoyant des dépenses totales de 6,7 Md CAD (4,5 Md €) sur 5 ans. Les actions de ce premier plan qui concernent surtout **l'électrification des véhicules et les infrastructures de transport collectif** (le

secteur des transports est le premier émetteur de GES de la province) devraient permettre des réductions de 12,4 millions de tonnes (Mt) équivalent CO₂ pour la province québécoise d'ici 2030, soit 42 % de l'effort requis pour atteindre l'objectif de réduction de 37,5 %. Comme l'indique le slogan du Plan « *Plus de richesse, moins de GES* », le gouvernement mobilise aussi d'importants moyens financiers pour le développement des filières stratégiques de l'économie de demain, telles que la filière des batteries, de l'hydrogène vert et des bioénergies. Le gouvernement estime que ce plan pourrait permettre d'ajouter 2,2 Md CAD (1,5 Md €) au PIB du Québec et créer plus de 15 500 nouveaux emplois. Conformément à sa promesse électorale de ne pas alourdir le fardeau fiscal des Québécois, le premier ministre a refusé d'inclure dans ce plan des mesures écofiscales de type malus.

La [Stratégie québécoise de développement de la filière batterie](#) a été publiée en novembre 2020. Elle se décline en trois volets : l'exploitation et la transformation des minéraux du territoire québécois pour fabriquer des composants de batteries (comme des anodes et des cathodes), la production des véhicules commerciaux à motorisation électrique et le développement du recyclage des batteries grâce aux technologies québécoises d'avant-garde. Attendue depuis plus d'un an, la [stratégie québécoise sur l'hydrogène vert et les bioénergies 2030](#) du gouvernement du Québec a été présentée le 25 mai 2022. Elle se concentre finalement essentiellement sur le secteur des bioénergies (Investissements de 950 M CAD (696 M €) sur 5 ans), l'hydrogène vert n'occupant qu'une place secondaire (250 M CAD (183 Md €)). Pouvant s'appuyer sur son hydroélectricité, le Québec entend utiliser l'hydrogène et les bioénergies comme alternatives aux secteurs où l'électrification directe n'est pas possible.

Pour rappel, le Québec a mis sur pied depuis 2013 un [système de plafonnement et d'échange de droits d'émission](#) de gaz à effet de serre (SPEDE) (marché carbone). Son objectif premier est d'inciter les entreprises et les citoyens à innover et à modifier leurs comportements afin de réduire les émissions de GES. En 2014, le Québec a lié son système à celui de la Californie dans le cadre de la *Western Climate Initiative*, créant ainsi le plus grand marché du carbone en Amérique du Nord et le premier à avoir été conçu et à être géré par des gouvernements infranationaux de pays différents. Depuis 2013, le SPEDE a tenu 34 enchères de droits d'émission, qui ont rapporté plus de 6 Md CAD (4,4 Md €).

Finances publiques

Budget 2022-2023

À quelques mois des élections générales prévues à l'automne, le ministre des Finances du Québec a présenté le 22 mars 2022, les grandes orientations du [budget de la province](#) pour l'exercice 2022-2023 et esquisé des perspectives économiques pour les 5 prochaines années. La province devrait finalement terminer l'année financière 2021-2022 le 31 mars avec un déficit de 7,4 Md CAD (5,0 Md €) (-1,5 % du PIB) et le budget présenté prévoit un déficit de 6,5 Md CAD (4,4 Md €) (-1,2 % du PIB) pour 2022-2023. Grâce à la très bonne tenue de l'économie québécoise en 2021, le gouvernement se trouve dans une situation favorable pour remplir ses obligations financières (retour à l'équilibre en 2027-2028 et baisse de la dette) mais continue de rester prudent dans ses prévisions. Des provisions pour risques économiques de 8,5 Md CAD (5,7 Md €) pour les 5 prochaines années sont intégrées dans le cadre financier. La hausse des revenus du gouvernement est presque entièrement réinvestie dans l'économie québécoise. Outre les mesures pour aider les Québécois à faire face à la hausse du coût de la vie, des sommes importantes sont allouées à la refondation du système de santé très éprouvé par la pandémie, à l'augmentation de la productivité, à la transition écologique...

Le poids de la dette diminue et retrouve son niveau pré-pandémie

La forte croissance du PIB a aussi permis une réduction du poids de la dette sous son niveau pré-pandémie même si le Québec demeure une des provinces les plus endettées avec une dette nette qui est de 6,8 points de pourcentage supérieure à la moyenne des provinces. La dette brute du Québec devrait s'établir à près de 215 Md CAD (145 Md €) au 31 mars 2022, en croissance de 2,5 % par rapport à l'année précédente. Après avoir atteint 46,8 % en 2021, le ratio de la dette brute au PIB est rapidement redescendu à 43,1 % au 31 mars 2022. Le poids de la dette est donc maintenant légèrement sous le niveau de 2020 (43,2 %) et sous l'objectif de 45 % établi dans la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations. Au 31 mars 2022, la dette représentant

les déficits cumulés du Québec représentera, elle, 22,5 % du PIB. En hausse en 2021, le poids de la dette représentant les déficits cumulés a repris une trajectoire descendante et devrait s'établir à 18,3 % du PIB au 31 mars 2027 (au-dessus de l'objectif réglementaire de 17 %).

Le gouvernement entend continuer à assurer une réduction du poids de la dette et proposera des changements relativement à la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations* dans le budget 2023-2024. Un nouvel objectif de réduction de la dette couvrant les 10 ou 15 prochaines années devrait être fixé. Tout comme l'Ontario et d'autres provinces, le Québec réfléchit notamment à axer sa reddition de comptes sur la dette nette plutôt que sur la dette brute. Cette réflexion inclut aussi l'avenir du fonds des générations qui a été établi en 2006 spécifiquement pour rembourser la dette. Le solde de ce fonds (géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec et alimenté par les redevances hydrauliques, les taxes sur l'alcool, les revenus miniers...) s'établira à 15,7 Md CAD (10,6 M €) au 31 mars 2022. Sa croissance devrait s'accélérer et sa valeur atteindre 37 Md CAD (25 Md €) en 2027.

Aspects sectoriels

Outre le fait de bénéficier d'importantes ressources naturelles, le Québec a développé plusieurs secteurs d'excellence, comme l'aéronautique, le multimédia et les technologies de l'information, l'industrie pharmaceutique et les biotechnologies. Le Québec profite d'une importante diversification de ses activités économiques. Le tableau ci-dessous permet de mettre en évidence la ventilation de l'emploi et du PIB du Québec en 2021 :

	Proportion de l'emploi	Proportion du PIB
Commerce	16,3%	12,0%
Soins de santé et assistance sociale	14,0%	8,7%
Secteur des biens – Fabrication	11,5%	12,4%
Services d'enseignement	8,7%	6,0%
Administrations publiques	7,3%	7,8%
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,5%	7,3%
Secteur des biens – Construction	5,9%	7,6%
Services d'hébergement et de restauration	5,5%	1,6%
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	4,4%	2,4%
Transport et entreposage	4,3%	3,4%
Finance et assurances	4,2%	6,8%
Autres services (sauf les administrations publiques)	3,2%	2,0%
Industrie de l'information et industrie culturelle	2,0%	3,3%
Arts, spectacles et loisirs	1,3%	0,5%
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1,3%	11,3%
Secteur des biens – Secteur primaire	0,8%	3,8%
Secteur des biens – Services publics	0,7%	3,3%
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,7%	0,2%

Données 2021, Source: Institut de la statistique du Québec ([État du marché du travail au Québec 2021](#) & [Produit intérieur brut par industrie au Québec 2021](#))

Industrie aérospatiale

L'industrie aérospatiale québécoise est un secteur clé de la province. Le paysage de l'industrie aéronautique au Québec est composé de maîtres d'œuvres internationaux ainsi que de nombreux équipementiers, sous-traitants et fournisseurs de premier plan. Cette industrie s'appuie également sur un réseau d'établissements d'enseignements qui forment un bassin de main d'œuvre qualifiée, de centres de recherche de renom ainsi que de sièges sociaux d'organisations internationales, telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Association du transport aérien international (IATA) et le Conseil international de l'aviation d'affaires (IBAC). Cette concentration d'acteurs-clés des secteurs industriel, académique, scientifique et associatif de l'industrie aérospatiale se traduit par une capacité industrielle et de recherche exceptionnelle. La région métropolitaine montréalaise constitue le troisième pôle mondial de l'aérospatiale, après Seattle et Toulouse.

[L'industrie aérospatiale québécoise](#) représente ainsi plus de 200 entreprises (dont 5 grands donneurs d'ordre (Airbus, Bombardier aéronautique, Bell Helicopter Textron Canada, Pratt & Whitney et CAE)) et plus de 36 000 emplois. Les ventes annuelles représentent près de 15,2 Md CAD (10,3 Md €) en 2021, 70 % de la R&D canadienne en aérospatiale est réalisée au Québec et 75 % de la production aérospatiale québécoise est exportée hors du Canada. La région du Grand Montréal regroupe la plupart des centres de recherche du Canada. Elle abrite aussi le Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec (CRIAQ), les sept universités actives dans la recherche aérospatiale et plus de dix centres de recherche publics et parapublics de renom. De plus, la région du Grand Montréal est le lieu d'implantation de la grappe aérospatiale du Québec, Aéro Montréal, qui réunit et mobilise les parties prenantes de l'écosystème aérospatial pour soutenir la croissance du secteur. Le gouvernement du Québec a lancé en février 2022 le 2^{ème} volet de sa [Stratégie Québécoise de l'Aérospatiale \(SQA\) Horizon 2026](#) pour favoriser la reprise de l'industrie, qui a fortement souffert de la crise sanitaire, et assurer la croissance du secteur à long terme. La SQA est dotée d'une enveloppe de 334 M CAD (225 M €) sur 3 ans.

Numérique

Au Québec, en 2019 (dernières données disponibles), 137 000 personnes travaillent dans le secteur des [technologies de l'information et des communications \(TIC\)](#). Près de la moitié d'entre elles sont actives dans des domaines aussi diversifiés que le développement de logiciels, la microélectronique, l'optique-photonique, les services-conseils, les télécommunications, les services infonuagiques, la cybersécurité et l'intelligence artificielle.

Montréal est un pôle d'expertise mondialement reconnu dans la [recherche en intelligence artificielle](#) notamment grâce aux travaux de chercheurs émérites comme Yoshua Bengio (lauréat du prix Turing 2018). En plus de ses grands chercheurs, la métropole réunit des incubateurs, des startups et des grandes entreprises comme Facebook, Microsoft, Google et Samsung. Plusieurs entreprises françaises ont aussi décidé d'implanter leur centre de recherche en IA au Québec : c'est notamment le cas de Thalès, Havas, Axionable, Servier,...

Mis sur pied dans le cadre du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA), le Centre d'expertise international de Montréal pour l'avancement de l'intelligence artificielle (CEIMIA) a officiellement lancé ses activités en juillet 2020. Le CEIMIA est l'un des deux centres d'expertise, avec celui de Paris, créés dans le cadre du PMIA. Le PMIA travaille sur quatre thématiques, dont deux sont appuyées par le CEIMIA, soit l'utilisation responsable de l'IA et la gouvernance des données.

Le « Tortoise Global AI Index 2021 », qui classe les pays en fonction de leurs forces en intelligence artificielle, a positionné le Québec au 7^{ème} rang mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle. Le gouvernement a par ailleurs élaboré sa stratégie d'intégration de l'intelligence artificielle dans l'administration publique 2021-2026, pour faire de l'administration publique un modèle en matière d'intégration de l'IA et impulser une dynamique dans toute la province.

Le 1^{er} janvier 2022, le gouvernement du Québec a créé le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Le budget 2022-2023 prévoit un montant de 100 M CAD (67 M €) pour lancer un programme de rehaussement de la cybersécurité. 60 M CAD (40 M €) sont également prévus pour accélérer le virage numérique du Québec. Montréal accueillera par ailleurs la première édition nord-américaine de l'événement français, le Forum International de la Cybersécurité (FIC) au mois de novembre 2022.

Finalement, le 3 février 2022, le Premier Ministre du Québec, François Legault, accompagné du Ministre de l'Economie et de l'Innovation, Pierre Fitzgibbon et de la Ministre de l'Enseignement supérieur, Danielle McCann, a annoncé la **création des deux premières « zones d'innovation » au Québec** (un modèle qui s'apparente aux pôles

de compétitivité français). Avec ces zones d'innovation, le gouvernement du Québec souhaite créer des pôles géographiques regroupant des entreprises, des chercheurs, des investisseurs dans des secteurs clés de l'économie et de l'innovation pour faire du Québec, un acteur incontournable dans ces domaines. La première, consacrée aux sciences quantiques, se situera à Sherbrooke. L'Université de Sherbrooke dispose déjà d'une chaire en calcul quantique, d'un Institut quantique et de nombreuses relations avec les entreprises. Des investissements de plus de 435 M CAD (297 M €) seront réalisés dans cette zone d'innovation (*Sherbrooke Quantique*) dont 131 M CAD (89,5 M €) provenant du gouvernement du Québec pour soutenir 13 projets. Le plus important est le projet d'installation d'un ordinateur quantique IBM Quantum System One sur le site de l'entreprise à Bromont. Avec cette annonce, IBM choisit donc le Québec pour abriter son premier système quantique universel au Canada (le quatrième déployé à l'extérieur des États-Unis). La seconde zone *Technum Québec*, dédiée aux technologies numériques, se trouvera dans la ville de Bromont. La désignation de la ville de Bromont souligne l'importance de l'industrie des systèmes électroniques de la zone (plus grande concentration d'emplois en microélectronique au Canada), l'importance de certaines entreprises de renommées internationales parmi lesquelles IBM, Aeponix (entreprise de circuits intégrés photoniques) ou Teledyne DALSA (imagerie numérique et technologie de semi-conducteurs), ainsi que la qualité du modèle collaboratif déjà insufflé par les activités du C2MI (Centre de Collaboration MiQro Innovation spécialisé dans les technologies numériques), qui a établi des liens entre le milieu de la recherche et le secteur industriel.

Jeux vidéo, effets visuels et animation

Le Québec est le principal pôle canadien en termes d'emploi dans le secteur du jeu vidéo. En forte croissance, [l'écosystème montréalais du jeu vidéo](#) attire les studios étrangers grâce à différentes aides fiscales et subventions offertes par les gouvernements provincial et fédéral. Au niveau provincial, le [Crédit d'impôt pour la production de titres multimédias](#) et le [Crédit d'impôt pour les sociétés spécialisées dans la production de titres multimédias](#) permettent le remboursement des dépenses de main d'œuvre engagées pour la production de titres multimédias, avec un taux entre 26,25 % et 37,5 % (pour les titres disponibles en version française).

Au palmarès des cinq plus grands centres mondiaux de production de jeux vidéo, le Grand Montréal s'illustre par l'expertise et la créativité de ses talents. On compte près de 18 000 travailleurs dans le secteur du jeu vidéo à Montréal. Les entreprises internationales trouvent à Montréal un savoir-faire de jeunes créatifs reconnu internationalement et s'appuient sur une dynamique soutenue très fortement par un réseau d'organismes publics (Investissement Québec), municipaux (Montréal International) et associatifs (réseaux et «grappes technologiques»). Forte de plus de 300 membres et partenaires, la [Guilde du jeu vidéo du Québec](#) a pour mission de faire la promotion de l'industrie du Québec. Le studio français Ubisoft à Montréal est le plus grand studio de développement de jeux vidéo au monde. On retrouve aussi à Montréal de nombreux autres studios français dont notamment Gameloft, Novaquark, Dontnod, Focus Home Interactive, Quantic dream...

Au cours des dix dernières années, la métropole montréalaise s'est aussi imposée comme l'une des plaques tournantes du [secteur des effets visuels et de l'animation](#) grâce à une croissance annuelle moyenne du volume d'affaires estimée de 27 %. Montréal compte 35 studios d'animation et d'effets visuels et plus de 185 projets ont été réalisés au Québec en 2020. Les studios français sont très présents : Technicolor, MPC, Mikros, Buf, On Entertainment, Mathematic Studio, Caribara,...

Sciences de la vie et des technologies de la santé (SVTS)

Plus de 700 entreprises œuvraient dans [le secteur des sciences de la vie et des technologies de la santé](#) au Québec en 2020. Cela représente 37 000 emplois dont 80 % dans le Grand Montréal qui rassemble des expertises complémentaires dans les domaines de la biopharmaceutique, du diagnostic, des appareils médicaux, des technologies de la santé et de l'intelligence artificielle. On retrouve dans la région une masse critique d'entreprises, soutenues par les universités, les institutions de recherche et les gouvernements, ainsi qu'un important bassin de talents. La grappe [Montréal InVivo](#) est un réseau d'échanges regroupant l'écosystème des SVTS. Beaucoup d'entreprises françaises du secteur ont une présence dans le Grand Montréal : Servier, Biomérieux, Domain Therapeutics, Pierre Fabre, Boiron, Valneva, ... Le budget du Québec 2022-2023 prévoit 110 M CAD (74 M €) additionnels sur 3 ans pour la [Stratégie québécoise des sciences de la vie](#). Cette somme servira à renforcer l'écosystème des sciences de la vie et à développer les infrastructures pour attirer et soutenir les entreprises du secteur.

Secteur minier

Avec 22 mines actives, 29 projets miniers et 2,7 Md CAD (1,8 Md €) d'investissements miniers en 2020, [l'industrie minière québécoise](#) est en constante évolution. Elle doit composer avec des défis de taille, à commencer par une importante compétition due à la rareté de la main-d'œuvre et à la fluctuation de la valeur des substances minières. La province possède cependant un important potentiel minéral : le Québec est un vaste territoire, dont seulement 1 % est exploité et 5 % fait l'objet d'un titre minier. L'exploitation québécoise correspond au cinquième de la production minière canadienne et 77% des fournisseurs canadiens de biens et de services dans le secteur minier sont situés au Québec. Les ressources qu'on y exploite sont les plus diversifiées au Canada, avec la production et la valorisation de 17 métaux et de 12 minéraux non métalliques. Les principaux métaux extraits sont le fer, l'or et le nickel. Le Québec contribue également à fournir des minéraux critiques et stratégiques, puisqu'il est un producteur de nickel, de niobium (seule région productrice en Amérique du Nord) et de graphite et que des projets miniers sont en cours pour le lithium, le vanadium, les éléments de terres rares et le tantale. Pour appuyer l'innovation dans le secteur minier, le budget du Québec 2022-2023 prévoit un financement additionnel de 7,5 M CAD (5 M €) sur 3 ans pour poursuivre le programme de recherche sur le développement durable du secteur minier et soutenir l'accroissement des connaissances sur les techniques de réaménagement et de restauration des sites miniers.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec, M. Jonatan Julien a dévoilé le 29 octobre 2020 le [Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020 – 2025](#). Doté d'une enveloppe de 90 M CAD (61 M €) sur 5 ans, ce plan vise à faire du Québec un chef de file de la production, de la transformation, de la valorisation et du recyclage des minéraux critiques et stratégiques (MCS). Le Québec a établi une liste de 22 minéraux qui présentent aujourd'hui un caractère stratégique élevé en matière d'approvisionnement ou qui sont nécessaires à la mise en œuvre de certaines politiques québécoises notamment dans le cadre du [Plan pour une économie verte](#). Sur l'enveloppe de 90 M CAD, 43 M CAD (29 M €) serviront à mettre en place ou à optimiser des filières et 31,6 M CAD (21 M €) à accroître les connaissances (cartographie, formation,...). Le budget 2022-2023 du gouvernement du Québec prévoit également 15 M CAD (10 M €) supplémentaires sur 3 ans pour la mise en valeur des MCS. L'objectif est de travailler sur toute la chaîne de valeur, la valeur ajoutée pour le Québec résidant surtout dans la capacité à transformer et à recycler les minéraux grâce à une expertise de pointe. Des opportunités seront donc probablement à saisir pour les entreprises françaises disposant d'expertises pointues dans ce secteur. L'entreprise française Imerys opère d'ailleurs la seule mine de graphite en Amérique du Nord à Lac-des-Îles au Québec.

Secteur maritime

Le gouvernement québécois entend tirer pleinement profit du potentiel en matière de développement économique et social que représente la position géographique stratégique du fleuve Saint-Laurent. La nouvelle stratégie maritime « [Avantage Saint Laurent](#) », fortement attendue par le milieu industriel québécois, a été présentée le 17 juin 2021 par la ministre déléguée aux Transports, Chantal Rouleau, et le ministre de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale, Jean Boulet. Dotée d'une enveloppe globale de 927 M CAD (631 M €) pour les 5 années à venir, cette stratégie doit permettre de faire du Saint-Laurent un corridor économique performant notamment en modernisant les infrastructures portuaires et en donnant un nouvel élan aux zones industrialo-portuaires et aux pôles logistiques. Ce projet se répartit en trois grandes orientations : doter le Saint-Laurent d'infrastructures portuaires modernes et compétitives (300 M CAD – 202 M €), assurer une navigation efficace et respectueuse des écosystèmes (233 M CAD – 157 M €) et enfin offrir aux communautés maritimes des possibilités de développement prometteuses et durables (394 M CAD – 265 M €). La stratégie [Avantage Saint-Laurent](#), complémentaire à la [Politique de mobilité durable 2030](#) et au [Plan pour une économie verte 2030](#), soutient également les ambitions du gouvernement en mobilité durable.

Mis sur pied à l'automne 2016 suite à la 19^{ème} rencontre alternée des premiers ministres français et québécois, [l'Institut France-Québec pour la coopération scientifique en appui au secteur maritime \(IFQM\)](#) vise à canaliser les efforts bilatéraux et à mobiliser, de part et d'autre de l'Atlantique, de nombreux intervenants concernés par les différents domaines liés au secteur maritime autant en recherche qu'en innovation.

Aluminium

Le Québec compte 9 des 10 alumineries du Canada, lesquelles ont une capacité de production de 2,9 millions de tonnes d'aluminium en 2020. Le Québec est le 4^{ème} producteur mondial d'aluminium primaire. Cette industrie emploie près de 30 000 personnes et a généré 7,4 Md CAD (5 Md €) en exportations en 2020. La grappe industrielle [AluQuébec](#) a lancé ses activités en octobre 2013. Cette alliance stratégique, qui regroupe près de 1500 établissements, vise à favoriser une synergie profitable entre tous les acteurs du milieu. La grappe a notamment comme objectif de doubler les volumes d'aluminium transformé au Québec. Le gouvernement du Québec a lancé en 2021 sa [stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2021-2024](#), dotée d'une enveloppe de 75 M CAD sur 3 ans (50 M €). Ce plan se décline autour de 3 axes d'intervention : stimuler l'investissement et accélérer le virage 4.0 dans le secteur, miser sur l'innovation et l'aluminium vert du Québec et utiliser l'aluminium québécois et renforcer la filière.

Relations économiques bilatérales

Les échanges de biens entre la France et le Québec en 2021

Après avoir fortement diminué en 2020 sous l'effet des restrictions dues à la pandémie, les échanges de biens entre la France et le Québec ont retrouvé le chemin de la croissance en 2021. Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le commerce franco-québécois a augmenté de 8,8 %, atteignant 5,19 Md CAD (3,50 Md €) sans rejoindre le niveau record de 2019 (5,46 Md CAD). Aussi bien nos exportations (+5,6 %) que nos importations (+15,9 %) augmentent cette année. La croissance des exportations françaises est plus limitée vers le Québec que le rebond observé au niveau mondial (+17 % selon les douanes françaises). Les exportations québécoises vers la France augmentent à 1,72 Md CAD (1,16 Md €), leur plus haut niveau des 15 dernières années. Le solde des échanges reste positif en faveur de la France (1,75 Md CAD (1,18 Md €)) mais l'excédent se réduit encore cette année (-2,8 %).

Selon Statistique Canada qui ventile les données nationales canadiennes pour toutes les provinces, le Québec reste en 2021 la principale province partenaire de la France au Canada (47,1 % des échanges France-Canada).

En 2021, la France devient le 5^{ème} client du Québec avec une part de marché stable à 1,7 % derrière les États-Unis (part de marché de 70,7 %), la Chine (4,2 %), le Japon (1,9 %) et le Mexique (1,9 %). Au niveau des pays européens, la France gagne 2 places pour devenir le 1^{er} client européen de la province, devant l'Allemagne et les Pays-Bas. La France demeure le 5^{ème} fournisseur du Québec avec une part de marché en légère baisse à 3,4 % derrière les États-Unis (part de marché de 33,3 %), la Chine (13,5 %), l'Allemagne (5,1 %) et le Mexique (4,8 %).

Echanges de biens France – Québec en 2021

(Source : Institut de la Statistique du Québec)

	Md CAD	Md €	Évolution 2020/2019
Exportations françaises	3,47	2,34	+5,6 %
Importations	1,72	1,16	+15,9 %
Total des échanges	5,19	3,50	+8,8 %
Solde des échanges	1,75	1,18	- 2,8 %

Pour plus de détails : [Les échanges de biens France-Québec en 2021](#)

Présence française

La présence française au Québec est effective dans tous les secteurs à l'exception de la grande distribution et de l'industrie automobile. Elle est notamment centrée sur les secteurs de l'aéronautique, de l'ingénierie, des

transports, des technologies et de la pharmacie-santé-biotechnologies. La majorité des grands groupes français est implantée au Québec et les filiales de PME françaises sont aussi de plus en plus nombreuses.

La France est, en flux, le 2^{ème} investisseur étranger au Québec derrière les États-Unis. En 2021-2022, selon les données d'[Investissement Québec](#), les entreprises françaises ont généré 25 % du nombre de projets d'investissement et 16 % de la valeur de ces derniers. Dans la région de Montréal, la France demeure en 2021 le deuxième pays d'origine des investissements directs (derrière les États-Unis), avec une part de 25 % du total des investissements directs étrangers selon l'agence de développement économique [Montréal International](#). La plupart des sièges sociaux des filiales françaises implantées au Canada sont recensées au Québec. Elles sont près de 400, qui se démultiplient en établissements secondaires (sous-filiales, usines et succursales), et y génèrent plus de 40 000 emplois. 345 de ces implantations sont situées dans le Grand Montréal, selon Montréal International. Les filiales françaises représentent 17 % des filiales étrangères de la région métropolitaine (derrière les États-Unis (40 %) mais loin devant le Royaume-Uni (5 %) et l'Allemagne (5 %)).

En France, la présence québécoise se caractérise par environ 170 entreprises, qui emploient plus de 20 000 personnes.

Le réseau français d'appui à la collaboration économique, au commerce extérieur et à l'investissement est relativement bien étoffé au Québec :

- Le **Service économique de Montréal**, qui appartient au réseau international de la direction générale du Trésor (DG Trésor) du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique représente les administrations économiques et financières de la France au Québec ;
- **Business France**, l'agence pour l'internationalisation de l'économie française, dont le bureau de Montréal (une quinzaine d'agents) fait partie du réseau nord-américain ;
- La [Chambre de commerce et d'industrie française au Canada](#) (CCIFC), dont le siège est à Montréal, compte environ 300 membres et assure l'animation de la communauté d'affaires et propose également des services d'hébergement de PME ; une antenne à Québec a commencé ses activités en 2016 ;
- Le comité des **Conseillers du Commerce Extérieur de la France** (CCEF) pour le Canada, qui, au-delà de sa mission classique de renseigner les pouvoirs publics français sur le contexte économique local, peut assurer des missions de mentorat et parrainage d'entreprises françaises.

Labélisée « French Tech » en 2016, **Bleu Blanc Tech, la French Tech de Montréal** anime l'écosystème des entrepreneurs et des entreprises en lien avec la France dans le domaine des technologies dans la région de Montréal. Dans le secteur aéronautique, le **NAFAN (North American French Aerospace Network)** est un réseau informel né d'un partenariat entre le GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales) et Business France réunissant des entreprises aérospatiales françaises implantées, exportant ou en phase d'implantation en Amérique du Nord.

Les grands contrats et investissements récents des entreprises françaises au Québec

Les entreprises françaises participent activement aux appels d'offre et aux grands projets québécois. Les principaux et plus récents projets de grands contrats ou d'investissements, suivis ou remportés par les entreprises françaises concernent les technologies vertes, l'énergie, les transports et les infrastructures. Les sociétés françaises sont particulièrement performantes dans le secteur des transports (aéronautique et transports urbains). Le Québec est aussi une importante terre d'investissement pour les entreprises françaises. Quelques exemples de projets et contrats récents des entreprises françaises :

Airbus a inauguré le 29 mars 2022 une nouvelle zone de pré-assemblage sur le site de Mirabel où sont assemblés les appareils A220. Il s'agit de la première zone dédiée au pré-assemblage de composantes d'Airbus hors Europe. Incluant cette nouvelle section, la superficie totale du site A220 d'Airbus Canada compte maintenant près de 130 000 m² et emploie plus de 2500 personnes. L'entreprise a aussi annoncé la signature d'un nouveau contrat d'achat avec Air Canada pour six appareils A321XLR (avec options d'achat visant l'acquisition de quatorze appareils supplémentaires entre 2027 et 2030).

Engagée depuis février 2020, la fusion d'**Alstom** avec la branche de transport ferroviaire de Bombardier a été officialisée le 29 janvier 2021. Le groupe emploie désormais 75 000 personnes répartis sur 250 sites dans 70 pays,

et devient le numéro 2 mondial du secteur ferroviaire derrière le chinois CRCC. Avec cette opération, la Caisse de Dépôt et Placement du Québec (CDPQ – fonds de pension public québécois) est devenu le principal actionnaire d'Alstom avec 17,5% du capital. Le siège d'Alstom en Amérique du Nord a été transféré de New York à Saint Bruno, au Québec, où était situé l'ancien siège de Bombardier.

Club Med a ouvert le 29 novembre 2021 son premier village au Canada : le Club Med Québec Charlevoix.

Ubisoft poursuit son expansion au Québec avec l'implantation d'un nouveau studio de développement de jeux vidéo à Sherbrooke. C'est le 4^{ème} studio d'Ubisoft au Québec.

Air Liquide a annoncé le 8 décembre 2020 avoir commencé la production industrielle d'hydrogène vert grâce à une puissante unité d'électrolyse à membrane échangeuse de protons (technologie canadienne de la startup Hydrogenics rachetée l'an dernier par le motoriste américain Cummins). La production quotidienne de l'usine située à Bécancour doit sous peu atteindre 8,5 tonnes, ce qui représenterait l'équivalent des émissions annuelles de gaz à effet de serre d'environ 10 000 voitures si cet hydrogène provenait du reformage de gaz naturel.

La startup **Waga Energy**, lauréate du programme [French Tech Green20](#), a lancé un premier projet de gaz naturel renouvelable au Québec avec la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie et Énergir. La technologie WAGABOX®, qui sera utilisée pour ce projet d'injection de gaz naturel renouvelable (GNR) sur le site d'enfouissement des déchets de Saint-Étienne-des-Grès permet aux opérateurs de sites d'enfouissement de valoriser le gaz émanant de ces sites sous forme de GNR, aussi appelé biométhane.

En décembre 2020, le groupe pharmaceutique **Servier**, a annoncé l'ouverture d'un hub mondial en intelligence artificielle à Montréal en partenariat avec le Centech, incubateur d'entreprises de haute technologie de l'École de technologie supérieure de Montréal. En 2019, c'était **Thalès** qui avait annoncé s'associer au Centech pour accompagner la montée en puissance des start-up dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Dans le secteur agroalimentaire, l'entreprise **BEL Canada** a démarré en août 2020 la production locale de Mini Babybel dans sa nouvelle usine de Sorel-Tracy pour répondre à la demande du marché canadien.

Eurovia et Dodin Campenon Bernard SAS, deux filiales de **Vinci** ont remporté en juillet 2020 en consortium avec l'entreprise québécoise Pomerleau un contrat d'une valeur de 1,14 Md CAD (768 M €) pour la réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine à Montréal.

Alstom a remporté avec l'entreprise québécoise SNC-Lavalin en février 2018 le contrat de fourniture du matériel roulant et de systèmes d'exploitation et maintenance pour le projet de Réseau Express Métropolitain (REM) de Montréal. Le REM est un projet de train entièrement automatisé et électrique de 67 km, incluant 26 stations. Plusieurs autres sociétés françaises sont impliquées sur cet important projet, parmi lesquelles **SETEC**, **ENGIE**, **Ingérop**, **Projet Linéaire**,...

Arrivé au Québec en avril 2018, le détaillant **Déathlon** a ouvert, en décembre 2020 à Laval, en périphérie de Montréal, son cinquième magasin au Québec.

RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Institut de la statistique du Québec

[Le Québec, chiffres en main](#)

[Comptes économiques du Québec](#)

[Tableau statistique canadien](#)

[Base de données « Commerce international en ligne »](#)

Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec

[Note abrégée sur le commerce Québec-France](#)

[Informations sectorielles](#)

Direction générale du Trésor

[Brèves des services économiques français au Canada](#)

[Note de présentation générale du Canada](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international